



**DECLARATION  
DE LA FEDERATION DE SEINE MARITIME  
DU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS**

Depuis trois semaines, les 550 ouvriers, employés, agents de maîtrise, techniciens et cadres de PETROPLUS mènent une lutte courageuse.

Au-delà de la sauvegarde de leurs emplois et de l'activité du site de Petit Couronne, ils sont mobilisés pour l'avenir de l'industrie du raffinage en France et pour l'indépendance énergétique de notre pays.

Face à eux, leur employeur mais également l'ensemble des majors du pétrole, font fi de l'humain et n'ont aucun égard pour l'économie des pays européens sur le territoire desquels, de longue date, ils ont implanté leurs raffineries.

Le seul horizon des compagnies pétrolières c'est la rentabilité financière, des taux de profits maximum qui permettent de toujours mieux rémunérer les actionnaires !

Pour leur octroyer une rente maximum, ils n'hésitent pas à délocaliser la fabrication de produits raffinés dans des pays à bas coût de main d'œuvre tels l'Inde ou le Qatar pour ne prendre que ces exemples.

Le consortium anglo-néerlandais SHELL, anciennement propriétaire de l'usine de Petit Couronne est l'un des acteurs de cette politique au même titre que d'autres multinationales telles EXXON, BRITISH PETROLEUM ou TOTAL.

Voilà pourquoi ils bradent leurs unités françaises mais aussi celles des pays qui nous entourent à des sociétés opaques comme PETROPLUS dont le seul souci est de rentabiliser leurs acquisitions dans les délais les plus brefs pour mieux s'en séparer le plus rapidement possible.

Les communistes combattent fermement de telles pratiques inhérentes au capitalisme.

Le Parti Communiste Français, ses élus, avec l'ensemble des composantes du Front de Gauche, non seulement soutiennent les initiatives de l'intersyndicale CGT – CFDT – CGC de PETROPLUS mais ils portent les propositions des travailleurs de cette entreprise dans toutes les assemblées dans lesquelles ils siègent et auprès du gouvernement.

.../...

Ainsi, dès le 29 décembre 2011, Thierry FOUCAUD – Sénateur Communiste de Seine Maritime et Vice-Président du Sénat, a expressément demandé au Ministre de l'Industrie de recevoir les élus du personnel ; l'entrevue s'est déroulée le 10 janvier 2012.

La lutte conduite avec intelligence par les responsables syndicaux et les salariés place toutes les forces politiques devant leurs responsabilités.

L'intersyndicale CGT – CFDT – CGC a élaboré une proposition de loi qui vise à taxer les importations de produits raffinés en provenance de pays dont sont absentes toutes normes sociales et environnementales.

Une telle mesure si elle s'appliquait, mettrait fin à une concurrence déloyale.

Par ailleurs, l'intersyndicale demande que l'entreprise soit réquisitionnée par l'Etat comme le permet l'article 414 du Code Pénal, ce qui permettrait d'assurer sa pérennité et d'entamer en toute sérénité des démarches auprès des potentiels repreneurs.

Jean-Luc MELENCHON, candidat du Front de Gauche à l'élection présidentielle, et Pierre LAURENT – Secrétaire National du Parti Communiste Français, se sont engagés lors de leur venue le 6 janvier dernier, à être porteurs de ces deux exigences.

La Fédération de Seine Maritime du Parti Communiste Français émet le souhait qu'un large front se constitue en faveur de ces deux mesures.

Le Parti Communiste Français, ses élus et ses partenaires au sein du Front de Gauche, sauront le rappeler et l'exiger. Il faut désormais passer des paroles aux actes ! Cela vaut pour qui aujourd'hui détient le pouvoir comme pour l'avenir.

Notre département a, historiquement, une vocation industrielle. Il doit la garder et la développer. C'est une condition indispensable si nous voulons résorber le chômage, assurer la prospérité du territoire seino-marin et permettre aux collectivités locales de percevoir les recettes qui leur sont nécessaires.

La Fédération de Seine Maritime du Parti Communiste Français veillera à ce que cette question soit au cœur du débat de la campagne électorale.

Rouen, le 12 janvier 2012